

Conférence de presse

Présentation de l'étude « Infrastructures de réseau : investir avec efficience »

Mardi 29 juin 2010

Seul le discours prononcé fait foi.

Infrastructures de réseau : le courage d'investir avec efficience

Pascal Gentinetta, président de la direction d'economiesuisse

Mesdames, Messieurs

En comparaison internationale, la Suisse possède globalement des infrastructures de réseau de bonne qualité. Ce constat est largement partagé dans notre pays. La qualité des infrastructures constitue un avantage concurrentiel certain qu'il convient de défendre. Dans cette optique, il s'agit de poser tôt les jalons des décisions politiques futures. Des projets importants comme l'achèvement du réseau des routes nationales, le projet Rail 2030, la révision de la loi sur la poste et les autorisations générales pour le remplacement des centrales nucléaires serviront de tests.

Jusqu'à présent, economiesuisse a surtout approfondi des dossiers de politique économique importants, comme la conjoncture, la politique financière et fiscale, les questions de concurrence, le droit des sociétés, la politique de formation ou la politique économique extérieure. Dans le domaine des infrastructures et de l'énergie, notre organisation n'a pris position que ponctuellement par le passé. La présente étude vise à présenter pour la première fois un panorama, exercice nécessaire pour différentes raisons. Premièrement, parce que les libéralisations en cours soulèvent dans plusieurs secteurs des questions similaires et représentent des défis sociopolitiques semblables. Comment faut-il réguler des systèmes devenus très complexes et quel rôle l'État doit-il jouer ? Deuxièmement, l'industrialisation et la mondialisation incitent les pays émergents à accélérer le développement de leurs infrastructures et à améliorer à moyen terme l'attrait de leurs places économiques – ainsi, la concurrence entre les places économiques s'intensifie aussi pour la Suisse, tous secteurs d'infrastructures confondus. Troisièmement, des défis identiques doivent être relevés pour toutes les infrastructures de réseau, notamment la définition d'un approvisionnement adéquat, son financement et la gestion des éventuels conflits d'intérêts inhérents au système.

Dans les domaines où les utilisateurs ne sont pas prêts à payer un prix couvrant les coûts, principalement, on peut prédire qu'il faudra fixer des limites plus étroites au financement des infrastructures de réseau, tant au niveau de leur extension que de leur exploitation. À cet égard, le

processus d'éviction des dépenses d'infrastructures par les dépenses sociales, en lien avec l'évolution démographique, pose tout particulièrement problème. On assiste en effet à une évolution dangereuse et sournoise – en raison de la politique financière et de la propension à dépenser actuelles en faveur de la croissance. Autrement dit, on investit de moins en moins et on consomme de plus en plus. Il faut rectifier le tir.

economiesuisse est convaincue que c'est la qualité des infrastructures suisses – et non la quantité – qui détermine l'attrait de la place économique. À l'occasion de l'extension des réseaux, il faut veiller à maintenir un bon rapport prix-prestation. Si ce n'est pas le cas en effet, il faut du temps pour corriger les erreurs et la mauvaise allocation de ressources limitées a de lourdes conséquences, notamment sous forme de coûts permanents. À cela s'ajoute que le progrès technologique a fortement accru la complexité : les monopoles d'État ont donc été abolis dans certains secteurs, qui ont adopté des structures d'économie de marché. Bien que la libéralisation des marchés soit, de manière générale, un succès, les défis politiques se sont multipliés. Les questions concernant la régulation, la propriété et le marché sont au centre des discussions. En tant qu'organisation faîtière, nous sommes tenus à ce titre d'élaborer des solutions constructives et de les soumettre au processus de décision politique.

Dans ce contexte, economiesuisse a identifié l'importance des questions d'infrastructures et créé un domaine spécifique afin de suivre l'évolution de ce secteur, et plus particulièrement celle des infrastructures de réseau. Les travaux en vue de l'élaboration de la présente étude ont démarré en octobre 2009. En collaboration avec nos membres, nous avons procédé à une analyse complète des principaux secteurs d'infrastructure du pays, avec pour objectif de fournir une vue d'ensemble de l'état actuel des infrastructures du point de vue de l'économie.

Permettez-moi de dire les choses clairement en ce qui concerne nos priorités : au vu des difficultés financières qui menacent les budgets publics – la situation financière extrêmement critique des pays européens en dit long – il importe de garantir des conditions-cadre et des structures de financement qui permettront de construire des infrastructures en obtenant une valeur ajoutée pour la société et l'économie. La Suisse doit donc se concentrer sur des investissements aussi rentables et efficaces que possible dans le cadre des projets d'extension des réseaux. Nous ne pouvons pas nous permettre de satisfaire les multiples revendications cantonales aux dépens de la caisse fédérales, même si de nombreux projets régionaux sont en soi légitimes. Afin de définir des priorités entre projets concurrents, il convient de procéder à une évaluation fondée sur des critères de rentabilité uniformes. Dans ce sens, il convient d'instaurer la transparence nécessaire, de privilégier la concurrence ainsi que l'ouverture aux capitaux privés. C'est à ces conditions que nos infrastructures de réseau pourront rester à la pointe sur le long terme.